

Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation

M. Mulroney aurait pu faire face au président au lieu de lui baiser les pieds. Il aurait pu se tenir debout et lui dire: Monsieur le président, le Canada est un pays souverain et nous ne pouvons pas permettre qu'une mauvaise politique des États-Unis d'Amérique dicte à notre pays la façon dont il doit mener ses affaires internes. Nous aurions dû dire que nous ne pouvons pas accepter une mesure législative qui donne à un autre pays le droit de déterminer si ce que nous offrons à l'industrie canadienne constitue une subvention.

Que verrons-nous ensuite, monsieur le Président, je vous le demande? Je représente une circonscription où plus de 2000 producteurs laitiers bénéficient d'un système de gestion des approvisionnements. On se demande si, à un moment donné, le gouvernement ne va pas sacrifier notre politique laitière. Envisagera-t-il, un jour, de sacrifier notre politique industrielle régionale? Serait-il prêt à sacrifier autre chose pour satisfaire les Américains?

• (1930)

Je vois que le ministre d'État chargé de l'Immigration (M. Weiner) est présent. Il est député de Dollard. Il dit: «Non, bien sûr que non». Je le crois. Lui ne le ferait pas.

M. Marchi: C'est un libéral provincial.

M. Boudria: On me dit que c'est un libéral provincial. Je me doutais bien qu'il avait un bon côté, mais je ne savais pas exactement lequel.

Quoi qu'il en soit, je suis certain qu'il ne le ferait pas. C'est à son premier ministre (M. Mulroney) que nous ne faisons pas confiance pour ces négociations. C'est le premier ministre qui a beaucoup trop cherché à se rapprocher du président des États-Unis lorsqu'il a pris le pouvoir. Il a dit beaucoup trop rapidement, à qui voulait l'entendre, qu'il cherchait simplement à plaire à un autre pays plutôt qu'à administrer le sien.

[Français]

Monsieur le Président, c'est pourquoi les Canadiens n'ont plus confiance en ce premier ministre. C'est pourquoi les Canadiens ont perdu confiance dans le gouvernement, un gouvernement qui n'a pas su se tenir debout.

Et je regarde un des députés du gouvernement qui est assis en face, mon collègue et député voisin, soit le député de Vaudreuil (M. Cadieux), et lui aussi, s'il le pense, saura que son premier ministre a légué une partie de notre souveraineté aux Américains en proposant une telle mesure. Et vous direz peut-être: Ce n'est pas lui-même, c'est son ministre du Commerce extérieur (M^{me} Carney), son ministre de Hawaï, si vous voulez.

Et je dis au député de Vaudreuil, qui a choisi le ministre de Hawaï? Bien, c'est le premier ministre qui l'a choisie, monsieur le Président, vous le savez vous, et nous savons maintenant que c'est là un choix erroné.

Nous savons que nous devrions demander maintenant à la ministre responsable du Commerce extérieur de changer de place, de faire autre chose, peut-être de réchauffer le banc d'en arrière, là-bas, et de demander à un des députés qui ne parle pas souvent, et qui pourrait parler, parce que je suis convaincu que parmi tous ces députés il y en a au moins un ou deux parmi eux qui soient capables de parler—ce n'est pas certain, car vous comprendrez qu'on ne les a jamais entendus parler encore—mais je suis convaincu que, parmi eux, la chance veut qu'il doit y en avoir qui puissent parler.

Mon autre député voisin, de la circonscription au sud-est de la mienne, soit l'honorable député de Beauharnois—Salaberry (M. Hudon), je suis convaincu que lui serait capable de parler à la Chambre s'il était ministre et il pourrait sans doute faire mieux que la ministre actuelle. Il ne pourrait pas être pire que la ministre actuelle.

Monsieur le Président, lui, mon député voisin, je suis certain qu'au moins lui, il tenterait de défendre les intérêts des Canadiens. Sa circonscription est juste à côté de la frontière américaine, il est donc en mesure de connaître l'influence et la grandeur de ce voisin.

[Traduction]

Nous ne mettons pas en doute le fait que les États-Unis soient des voisins amicaux. C'est certain et le problème n'est pas là. Moi aussi j'ai des voisins amicaux. Cela ne veut pas dire qu'il peuvent entrer à la maison et partir avec ce que j'ai. Le député d'Athabasca (M. Shields) a son bureau à côté du mien; je le considère comme un voisin amical.

M. Shields: Avez-vous remarqué que nous fermons toujours nos portes?

M. Boudria: Il ne vient pas dans mon bureau prendre le mobilier, ce que le gouvernement laisse faire avec ce projet de loi. Il fournit un moyen permettant à quelqu'un de l'extérieur de décider si ce que nous faisons est correct ou non. Nos voisins n'auront même pas besoin de venir ici. Ils pourront rester à Washington et nous dire si nous régissons bien un certain secteur des activités du pays.

D'aucuns diront peut-être que cette affaire à elle seule ne nous fait pas perdre entièrement notre souveraineté nationale. Il s'agit toutefois d'un pas dans cette voie. Cette décision va nettement dans ce sens.

Comme je l'ai dit dans mes remarques liminaires, c'est une erreur. La plupart des Canadiens croient que si l'affaire avait été réglée par les méthodes arbitrales appropriées, nous aurions gagné, comme nous l'avons déjà fait. Les députés d'en face disent: «Nous avons déjà gagné mais cela a recommencé; c'est pourquoi nous n'avons pas vraiment gagné; en effet, nous avons eu gain de cause puis deux ans plus tard, les Américains ont recommencé à nous menacer d'imposer un droit compensateur». C'est bien beau. Qui nous dit qu'ils ne vont pas recommencer le lendemain de l'adoption de ce projet de loi? Qui nous dit qu'ils ne vont pas nous demander de porter les 15 p. 100 à 35 p. 100 ou que sais-je? Qu'en savons-nous? Autrefois, nous voulions notre dû, pour de bonnes raisons, ce qui n'a pas empêché les Américains de revenir à la charge et de réclamer des changements.

Je dis aux conservateurs silencieux, à ceux qui forment la majorité silencieuse, à ceux qui n'ouvrent jamais la bouche à la Chambre si ce n'est pour chahuter de temps à autre, qu'ils devront un beau jour dire ce qu'ils pensent. C'est bien beau de ne pas se lever, de ne pas prendre la parole au nom de leurs électeurs. Un beau jour, ils auront toutefois à nouveau besoin de leurs électeurs et ils devront leur rendre des comptes. Leurs électeurs leur demanderont alors où ils étaient lorsqu'il était question du bois d'oeuvre. Ils devront avouer qu'ils étaient sur les banquettes arrière et qu'ils regardaient parler les députés de l'opposition. C'est se moquer du monde. Leurs électeurs ne